

Référendum sur le Brexit : le 23 juin 2016

Rapport de veille. Mars-Avril 2016

Rapport conçu et rédigé par Kévin Bangratz

Commission « Questions institutionnelles et sociales »



Image de campagne du Young European Movement (section britannique des Jeunes Européens Fédéralistes).

Introduction

*Le 15 avril 2016, la campagne du référendum sur le Brexit a officiellement démarré¹ au Royaume-Uni (RU). D'après le site indépendant et non partisan **What UK Thinks**, qui calcule les moyennes de sondages sur le Brexit, les deux camps « The In Campaign » et « Vote Leave » recueilleraient quasiment autant d'intentions de vote l'un que l'autre. Il est donc impossible de prédire le résultat du référendum qui scellera le destin du Royaume-Uni et de l'Union européenne (UE). Dans moins de deux mois, nous saurons si les Britanniques demeureront, ou pas, nos concitoyens. L'année 2016 verra-t-elle l'Europe se déchirer ? Ou sera-t-elle l'occasion, avec le départ de l'État le plus hostile à une union toujours plus étroite, d'avancer vers une Europe véritablement fédérale ?*

I. Le Brexit : ceux qui sont pour, ceux qui sont contre. Et ceux qui essaient d'être neutres.

Pour Michael Gove, partisan du Brexit, l'Europe est un obstacle à l'innovation

Dans un article du Sunday Times, daté du 6 mars 2016, le rédacteur politique Tim Shipman cite les réflexions de Michael Gove (Secrétaire d'État à la Justice du RU) qui accuse l'Europe d'être « a sink hole of innovation » [un gouffre sans fond pour l'innovation]. Selon lui « les véritables innovations qui changent la façon dont le monde tourne – Amazon, Google, Uber, Netflix – ne viennent jamais de l'UE ». Michael Gove reproche notamment au camp du « Remain » de tenir des propos déclinistes, en affirmant que l'appartenance du RU à l'UE constitue le seul moyen de stopper le déclin économique britannique. Selon Michael Gove, en cas de Brexit, le Royaume-Uni pourrait au contraire se fixer l'objectif d'être un « leader mondial dans l'innovation, la science et l'éducation ».

[Note personnelle de l'auteur : Il faut admettre que Michael Gove pose ici une question cruciale : comment faire pour relancer l'innovation technologique, qui est le premier moteur de croissance économique et de création d'emplois ? La faible croissance n'est pas le fait de l'Euro – qui est bien trop souvent désigné comme un bouc-émissaire de la crise – mais plutôt la conséquence d'un manque d'innovation. Pourtant, notre continent dispose de réels moyens humains et financiers qui lui

permettraient d'exceller dans ce domaine. Il fut un temps où les Européens étaient capables de se rassembler autour de grands projets industriels et technologiques, qui ont donné naissance aux avions Airbus et à la fusée Ariane. Peut-être devrions-nous nous inspirer de nos succès passés, pour révéler pleinement le potentiel scientifique, technologique et économique de notre continent.]

Selon Michael Gove, l'UE alimente la terreur et le fascisme

Dans un autre article du Sunday Times, daté du 6 mars 2016 et intitulé EU fuels terror and fascism, warns Gove [L'UE alimente la terreur et le fascisme, prévient Gove], Michael Gove déclare que l'extrême droite n'a jamais été aussi forte en Europe depuis les années 1930. Il estime que la présence au Parlement grec du parti néonazi Aube Dorée – qu'il qualifie d'adorateurs d'Hitler – est la conséquence directe de la crise grecque, dont il attribue l'origine à la monnaie unique. Employant des mots très forts, Michael Gove est allé jusqu'à affirmer que les partisans du « Remain » sont des « reliques du passé », semblant ne pas s'apercevoir qu'en prenant le parti du Brexit, il se place lui-même dans le camp de l'extrême droite.

Jeremy Corbyn prend enfin position pour le « Remain »

Alors que les partisans du Brexit se montrent particulièrement combatifs, le camp du « Remain » ne pourra l'emporter qu'en affichant lui aussi une réelle détermination. Pourtant, Jeremy Corbyn, le leader des travaillistes, a attendu jusqu'à la mi-avril avant de prendre clairement position contre le Brexit². Celui qui incarne la gauche britannique a longtemps affiché un certain euroscepticisme. Il avait d'ailleurs voté contre l'adhésion du RU aux communautés européennes lors du référendum de 1975². Il a fallu que des voix s'élèvent au sein même de son parti pour qu'il officialise son soutien au « Remain ». Dans son discours du 14 avril, le premier qu'il prononce pour soutenir le maintien, Jeremy Corbyn a souligné que l'UE a apporté « emplois, investissement et protection des travailleurs », tout en appelant à travailler avec les alliés européens pour donner à l'Europe une dimension plus démocratique et plus sociale².

Obama réaffirme son soutien au camp du « *Remain* »

À l'occasion d'un déplacement en Allemagne, le Président américain Barack Obama a appelé à « une Europe forte, démocratique et unie »³. « Une Europe unie demeure une nécessité pour nous tous. Peut-être avez-vous besoin que quelqu'un de l'extérieur comme moi vous rappelle les progrès que vous avez accomplis », a-t-il ainsi déclaré. La prise de position de Barack Obama a suscité beaucoup de réactions parmi les eurosceptiques, comme Marine Le Pen, Présidente du Front National, qui l'a accusé d'ingérence, ou encore Nigel Farage, leader du UKIP, qui lui a suggéré de... « s'occuper de ses fesses »⁴.

David Cameron embarrassé par les divisions internes des Tories et les « *Panama papers* »

Le soutien de Barack Obama sera bien utile au Premier ministre britannique, David Cameron, qui se retrouve dans une situation complexe : faisant campagne pour le « *Remain* », il doit affronter les membres de son propre camp qui soutiennent le « *Leave* », sans pour autant détruire l'unité des Tories⁵. Au-delà de ces tensions qui agitent la famille conservatrice, David Cameron a dû répondre aux accusations le visant, concernant les parts d'un fonds d'investissement offshore qui auraient été détenues par son père et dont il aurait tiré profit⁶. Néanmoins, à en juger par les résultats des derniers sondages, il semblerait que le scandale des « *Panama papers* » n'ait pas eu d'influence notable sur l'opinion publique et la question du Brexit.

La reine aurait-elle tenté de prendre parti pour le Brexit ?

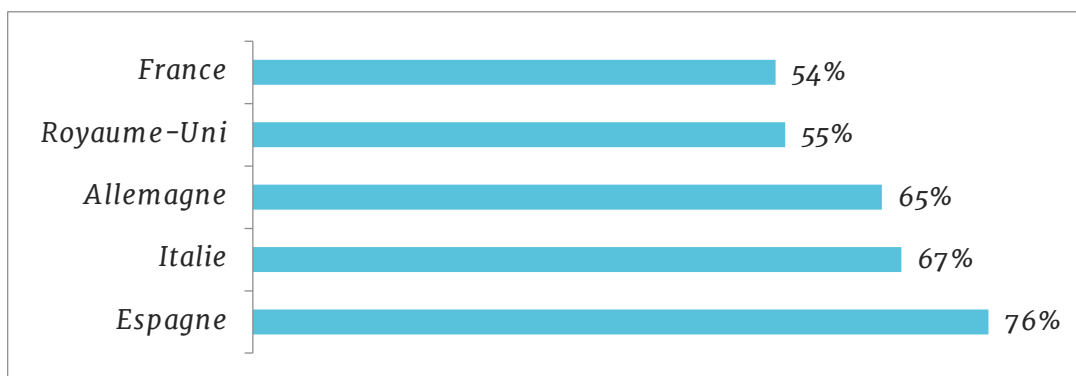
En ce qui concerne le Brexit et l'Union européenne, la « gutter press » [presse de caniveau] britannique n'a pas renoncé à pratiquer la désinformation. Ainsi, *The Sun* – l'un des tabloïds britanniques les plus emblématiques – a provoqué un tollé avec sa une du 9 mars 2016 proclamant « *Queen backs Brexit* »⁷ [La reine soutient le Brexit], invoquant en guise de justification une source « hautement fiable ». Ces informations ont immédiatement été démenties par un porte-parole de Buckingham Palace, qui a rappelé que la reine demeurerait politiquement neutre depuis 63 ans. Fait rare, le Palais a aussitôt enregistré une plainte auprès de l'Independent Press Standards Organisation, le régulateur de la presse britannique⁸. Malgré le fait que la reine soit tenue à la neutralité,

certains eurosceptiques n'hésitent pas à l'instrumentaliser afin d'influencer le peuple britannique.

La reine n'est pas la seule personne qui soit tenue à un devoir de réserve sur la question du Brexit. Ainsi, le directeur de la Chambre de commerce britannique, John Longworth, a été suspendu⁹ après des propos favorables au « Leave », alors que cette institution s'était engagée à rester neutre vis-à-vis du référendum. Cette prise de parole intempestive, tout comme la une du tabloïd The Sun, sont révélateurs de la passion que suscite le débat sur l'UE outre-manche : quand on ne parle pas au nom de ceux qui sont astreints à la neutralité, ceux-ci s'en chargent eux-mêmes...

Le Brexit – Qu'en pensent les citoyens européens ?

La majorité des Européens ne souhaite pas le retrait du Royaume-Uni, comme en témoigne le sondage Odoxa¹⁰ réalisé les 19 et 25 février 2016 auprès d'un panel de plus de 4 000 Européens. Ainsi, la part des citoyens favorables au maintien du Royaume-Uni dans l'UE s'élèverait à :



Part des citoyens de chaque pays qui souhaitent que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne.

Globalement, 62 % des habitants de ces cinq pays sont opposés au Brexit. On peut aussi noter que c'est en France que les partisans du Brexit sont les plus nombreux, mais sans être majoritaires. Un autre chiffre témoigne de la maigre empathie des Français à l'égard de la « perfide Albion » : parmi les Français qui pensent que le Brexit serait mauvais pour le Royaume-Uni, 33 % souhaitent malgré tout qu'il se produise¹¹. Dans ce contexte de défiance, il n'est pas surprenant que le Ministre de l'Économie français, Emmanuel Macron, ait déclaré¹² : « Si je devais

raisonner comme ceux qui déroulent des tapis rouges [faisant ainsi écho à une déclaration de David Cameron qui, en 2012, proposait de dérouler le tapis rouge aux entreprises fuyant la pression fiscale de la France], je dirais que nous pourrions connaître quelques rapatriements en provenance de la City [en cas de Brexit] ».

On peut aussi légitimement se demander si le référendum du 23 juin 2016 provoquera un « effet domino », incitant les autres peuples européens à remettre en question la construction européenne ? D'après une étude de l'université d'Édimbourg¹³, publiée le 10 mars, les Français sont une courte majorité (53%) à souhaiter qu'un référendum semblable ait lieu dans leur pays. En Suède, en Allemagne et en Espagne, les répondants qui voudraient qu'un tel référendum soit organisé sont plus nombreux que ceux ne le souhaitant pas. Toutefois, dans tous les pays où l'enquête a été réalisée (Allemagne, France, Pologne, Espagne, Irlande et Suède), les partisans d'un retrait sont moins nombreux que ceux qui souhaitent que leur pays reste dans l'UE¹³.

II. Face à l'incertitude, nombreux sont ceux qui commencent à imaginer l'après-Brexit :

Les banques centrales prennent au sérieux les risques liés au Brexit

Des représentants de diverses banques centrales ont mis en garde contre les risques d'un Brexit. Ainsi, selon une déclaration de la BoE (Bank of England – la banque centrale britannique), le Brexit pourrait favoriser des reports d'investissement et une baisse de la livre¹⁴. Cela s'est déjà vérifié sur le marché des devises : dès que la date du référendum a été confirmée par David Cameron, la livre sterling a perdu 1,7% de sa valeur face au dollar américain¹⁵. Cela n'a fait qu'accentuer une tendance déjà à l'œuvre depuis plusieurs mois, puisque la monnaie britannique s'échangeait contre 1,42 EUR le 30 novembre 2015, alors qu'elle ne représente plus que 1,28 EUR au 29 avril 2016¹⁶. Une chose est sûre, le Brexit fait peur au marché des changes.

Au niveau de la Banque centrale européenne (BCE), Jens Weidmann, membre du Conseil des gouverneurs de la BCE, estime que le Brexit serait une perte, à la fois pour le marché intérieur de l'UE et pour l'économie britannique¹⁷. Quant à Christine Lagarde, directrice générale du Fonds

Monétaire International (FMI), elle considère le retrait du Royaume-Uni comme « un des risques que nous avons à l'horizon » et a déclaré qu'un tel événement constituerait un « saut dans l'inconnu »¹⁸.

Un Brexit menacerait-il la sécurité des Britanniques ?

Dans un contexte de menace terroriste élevée, les questions de sécurité pourraient avoir une influence grandissante sur l'issue du référendum du 23 juin. Des personnalités militaires prennent ainsi position sur le Brexit. C'est le cas de Sir Richard Dearlove, l'ancien chef du MI6 (Military Intelligence Section 6 – Service de renseignements extérieurs britannique), qui a déclaré que le Brexit ne représentait pas un danger pour la sécurité du RU et qu'il y était personnellement favorable¹⁹. Toujours selon Sir Richard, « bien que le RU prenne part à de nombreux organismes sécuritaires européens (le Club de Berne constitué des services de sécurité européens, le Club de Madrid constitué des services de renseignement européens, Europol et le EU INTCEN – European Union Intelligence and Situation Centre), ceux-ci n'ont qu'un rôle limité¹⁹ ».

Il a toutefois été contredit par David Omand, l'ancien directeur du GCHQ (Government Communications Headquarters – Service de renseignements électroniques du RU), qui a déclaré que la circulation des informations entre les pays européens pourrait être entravée en cas de Brexit¹⁹. Theresa May, la ministre de l'intérieur britannique, a également affirmé que l'appartenance du RU à l'UE profitait à la sécurité, alors qu'une attaque terroriste sur le sol britannique est plus que jamais probable¹⁹.

En cas de Brexit, quelles relations entre le RU et l'UE ?

Dans un article²⁰ daté du 12 mars 2016, *The Telegraph* s'intéresse au cas de la Norvège, l'un des rares pays du continent qui n'a jamais adhéré à l'UE. Les Norvégiens ont refusé de rejoindre le bloc européen par deux référendums successifs, en 1972 et en 1994. La Norvège échappe ainsi aux règlements imposés par l'UE, notamment aux restrictions portant sur l'industrie halieutique, une activité importante pour l'économie de ce

pays. *The Telegraph* vante aussi le faible taux de chômage norvégien, ce qui peut être interprété par les partisans du Brexit comme la preuve que la sortie de l'UE serait bénéfique pour l'emploi. Cet argument n'est pas vraiment solide, dans la mesure où certains pays membres de l'UE ont un taux de chômage très faible, comme l'Allemagne (proche de 5% de sa population active). Néanmoins, le cas de la Norvège inspire ceux qui réfléchissent à l'après-Brexit, notamment ceux qui prônent un retrait raisonné de l'UE.

Pour Boris Johnson, maire de Londres et partisan du Brexit, le retrait du Royaume-Uni pourrait ainsi être suivi d'un accord de libre-échange, sur le modèle de l'Accord Économique et Commercial Global (AECG) récemment conclu entre l'UE et le Canada²¹. David Cameron a réagi à cette proposition en rappelant qu'un tel accord nécessiterait de longues et laborieuses négociations avant de pouvoir être mis en œuvre²¹, ce qui serait préjudiciable pour l'économie britannique.

En cas de Brexit, quel avenir pour l'UE ?

Parmi ceux qui réfléchissent aux répercussions politiques d'un Brexit, il y a Jean-Luc Sauron²², haut fonctionnaire français chargé des affaires européennes et professeur de droit européen à l'université Paris-Dauphine. Selon lui, le Brexit aurait pour effet de déplacer le centre géopolitique de l'Europe vers l'Est²², au détriment de la France. Il estime ainsi que la seule réponse possible à la sortie du RU serait de poser les bases d'un fédéralisme régional, regroupant les six pays initiateurs de la construction européenne²² (France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg). Le Brexit, loin de provoquer la dislocation de l'Europe, pourrait au contraire accélérer l'établissement d'une fédération européenne.

Conclusion

L'année 2016 verra-t-elle l'Europe se déchirer ? Ou sera-t-elle au contraire l'occasion de prononcer un divorce tant attendu, entre le continent européen et les îles britanniques, qui souffrent depuis si longtemps de leurs différences et incompréhensions ?

Les racines de l'euroscepticisme britannique sont en effet profondes²³. Elles trouvent leur origine dès l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté Économique Européenne (CEE). Les Britanniques n'ayant rejoint l'aventure européenne qu'en 1973, ils n'ont pas participé à la construction des fondations du bloc continental, dont le fonctionnement leur paraît encore plus étranger qu'aux Français ou aux Allemands. De plus, au fur et à mesure de l'avancée du projet européen, le fossé s'est creusé entre le Royaume-Uni et le reste de l'Europe²³. Les désaccords, d'abord tacites, sont devenus flagrants en 1988 : tandis que le poste de Président de la Commission européenne est occupé par Jacques Delors, c'est Margaret Thatcher qui se trouve à la tête du gouvernement britannique. Leur conception de l'Europe est radicalement opposée : le Français appelle de ses vœux une intégration européenne toujours plus étroite, un droit social plus contraignant pour les entreprises, ainsi que la création d'une monnaie unique. Autant de mesures qui vont à l'encontre de ce que la britannique souhaite pour l'Europe, à savoir, que celle-ci se cantonne à une zone de libre-échange. Deux répliques de Margaret Thatcher suffisent alors à illustrer le désamour des Britanniques pour le continent : le cinglant « No, no, no ! » et le tonitruant « I want my money back ! ». Encore aujourd'hui, Margaret Thatcher continue d'inspirer les eurosceptiques, que ce soit au sein des Tories ou parmi la population britannique.

Par ailleurs, c'est pendant les Trente Glorieuses que les pragmatiques Britanniques ont demandé à adhérer aux communautés européennes. Outre-manche, on pensait alors rejoindre une zone économique en plein développement. Mais l'année où le RU adhère aux communautés européennes est aussi l'année du premier choc pétrolier, qui mettra un terme à la période de croissance forte. Après plusieurs décennies de mollesse économique, où le chômage de masse semble s'être imposé comme une fatalité, il est devenu facile pour les populistes de pointer du doigt l'Europe comme la cause de tous nos maux.

Dans ce contexte, alors que la question européenne est au centre des débats, il devient plus que jamais nécessaire de nous interroger sur ce qui peut nous permettre de renouer avec la croissance, mais aussi sur ce qui nous rassemble, afin de forger notre identité collective. L'Europe n'est pas seulement un espace économique. Les peuples européens partagent bien plus que des marchandises. Nous avons tous plus ou moins été influencés par la civilisation gréco-romaine, la religion chrétienne, ainsi que par la Renaissance et les idées des Lumières. Aujourd'hui, nous cherchons un destin commun qui nous permettra à la fois de conserver un héritage culturel plusieurs fois millénaire, tout en nous ouvrant à une mondialisation qui a beaucoup à offrir, mais ne nous pardonnera pas nos divisions. L'équipage européen doit se fixer un cap et rester soudé, afin que même dans la tempête, le bateau Europe reste à flot.

Le 23 juin 2016, peut-être les Britanniques voteront-ils en faveur du Brexit. Mais même sans eux, l'Europe continuera à avancer. La crise que nous traversons, nous en sortirons par le haut. Nous nous servirons de nos erreurs pour devenir meilleurs. Nous travaillerons pour changer l'Europe et la rendre plus démocratique, plus sociale, plus écologique et plus innovante. Avec ou sans le Royaume-Uni, nous réussirons.

Remerciements

Merci à M^{me} Josiane Buchanan, membre de l'UEF, qui effectue une veille de la presse britannique. Son travail, sa connaissance de la société britannique, ainsi que ses réflexions, ont contribué à enrichir ce rapport.

Sources

- ¹http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/04/15/brexit-a-10-semaines-du-referendum-la-campagne-demarre-officiellement_4902559_3214.html
- ²http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/04/14/royaume-uni-corbyn-sort-du-silence-pour-defendre-le-maintien-dans-une-ue-protectrice_4902280_3214.html
- ³http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/04/25/barack-obama-appelle-des-v-ux-une-europe-forte-et-unie_4908201_3214.html
- ⁴<http://www.lefigaro.fr/international/2016/04/22/01003-20160422ARTFIG00232-barack-obama-met-tout-son-poids-contre-le-brexit.php>
- ⁵http://mobile.lemonde.fr/international/article/2016/03/21/brexit-climat-de-guerre-civile-chez-les-tories_4887161_3210.html?xtref=acc_dir
- ⁶<http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1505466-david-cameron-face-aux-panama-papers-du-pain-benit-pour-les-partisans-du-brexit.html>
- ⁷http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/03/09/elizabeth-ii-dans-le-sun-un-scoop-qui-tombe-a-pic_4879195_3214.html
- ⁸<http://www.letemps.ch/monde/2016/03/09/buckingham-palace-proteste-contre-un-article-sun-brexit>
- ⁹<http://m.rfi.fr/europe/20160305-brexit-le-patron-chambre-commerce-britannique-aurait-ete-suspendu>
- ¹⁰<http://m.leparisien.fr/international/sondage-les-anglais-hors-d-europe-no-thanks-01-04-2016-5677397.php#xtref=http%3A%2F%2Fwww.leparisien.fr%2Finternational%2Fsondage-les-anglais-hors-d-europe-no-thanks-01-04-2016-5677397.php>
- ¹¹http://mobile.lemonde.fr/europe/article/2016/03/12/une-majorite-de-francais-souhaite-un-referendum-sur-le-frexit-la-sortie-de-la-france-de-l-ue_4881768_3214.html?xtref=http://news.google.com/
- ¹²<http://www.capital.fr/a-la-une/actualites/macron-met-en-garde-londres-sur-les-migrants-en-cas-de-brexit-1106333>
- ¹³https://www.aqmen.ac.uk/sites/default/files/TheViewFromTheContinent_REP-ORT.pdf
- ¹⁴<http://www.theguardian.com/business/2016/apr/14/bank-of-england-warns-brexit-could-do-serious-harm-to-uk-economy>
- ¹⁵<http://www.boursorama.com/actualites/le-brexit-fait-souffrir-la-livre-sterling-c47edo84adooca8fc4f363cb553154db>

¹⁶<http://www.boursorama.com/taux-de-change-livre-sterling-euro-gbp-eur>

¹⁷<http://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRL5N1722F6>

¹⁸http://lexpansion.lexpress.fr/actualites/1/actualite-economique/lagarde-un-brexit-serait-un-saut-dans-l-inconnu_1780542.html

¹⁹<http://www.dailymail.co.uk/news/article-3509267/Ex-CIA-chief-says-Britain-s-national-security-NOT-harmed-Britain-leaves-EU.html>

²⁰<http://www.telegraph.co.uk/business/2016/03/06/what-if-britain-left-the-eu-and-could-be-more-like-norway/>

²¹Rubrique « EU Fact Check » du Sunday Times du 14 mars 2016

²²http://www.huffingtonpost.fr/jean-luc-sauron/david-cameron-est-il-le-fils-de-dark-vador_b_9561280.html

²³Article « The roots of the euroscepticism » du The Economist du 12 mars 2016

Annexes

Mécanisme de retrait de l'UE :

Le Traité sur l'Union Européenne²⁴ (TUE) – plus souvent appelé Traité de Maastricht – prévoit un mécanisme de retrait de l'UE pour tout pays membre qui en ferait la demande. Ce mécanisme est énoncé à l'article 50.

Traité sur l'Union européenne²⁴ Article 50

- 1. Tout État membre peut décider, conformément à ses règles constitutionnelles, de se retirer de l'Union.*
- 2. L'État membre qui décide de se retirer notifie son intention au Conseil européen. À la lumière des orientations du Conseil européen, l'Union négocie et conclut avec cet État un accord fixant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union. Cet accord est négocié conformément à l'article 218, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Il est conclu au nom de l'Union par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après approbation du Parlement européen.*
- 3. Les traités cessent d'être applicables à l'État concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ou, à défaut, deux ans après la notification visée au paragraphe 2, sauf si le Conseil européen, en accord avec l'État membre concerné, décide à l'unanimité de proroger ce délai.*
- 4. Aux fins des paragraphes 2 et 3, le membre du Conseil européen et du Conseil représentant l'État membre qui se retire ne participe ni aux délibérations ni aux décisions du Conseil européen et du Conseil qui le concernent. La majorité qualifiée se définit conformément à l'article 238, paragraphe 3, point b), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.*

5. Si l'État qui s'est retiré de l'Union demande à adhérer à nouveau, sa demande est soumise à la procédure visée à l'article 49.

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne²⁵

Article 218 – Paragraphe 3

3. La Commission, ou le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité lorsque l'accord envisagé porte exclusivement ou principalement sur la politique étrangère et de sécurité commune, présente des recommandations au Conseil, qui adopte une décision autorisant l'ouverture des négociations et désignant, en fonction de la matière de l'accord envisagé, le négociateur ou le chef de l'équipe de négociation de l'Union.

Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne²⁵

Article 238 – Paragraphe 3

3. À partir du 1er novembre 2014, et sous réserve des dispositions fixées par le protocole sur les dispositions transitoires, dans les cas où, en application des traités, tous les membres du Conseil ne prennent pas part au vote, la majorité qualifiée se définit comme suit:

a) La majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 55 % des membres du Conseil représentant les États membres participants, réunissant au moins 65 % de la population de ces États. Une minorité de blocage doit inclure au moins le nombre minimum de membres du Conseil représentant plus de 35 % de la population des États membres participants, plus un membre, faute de quoi la majorité qualifiée est réputée acquise.

b) Par dérogation au point a), lorsque le Conseil ne statue pas sur proposition de la Commission ou du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, la majorité qualifiée se définit comme étant égale à au moins 72 % des membres du Conseil représentant les États membres participants, réunissant au moins 65 % de la population de ces États.

²⁴<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:12012M/TXT&from=FR>

²⁵<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:12012E/TXT&from=FR>

À propos de l'UEF-France

L'Union des fédéralistes européens (UEF), est un mouvement consacré à la promotion d'une Europe démocratique et fédérale. Elle vise à rassembler les citoyens désirant travailler à l'édification de l'unité fédérale européenne, à catalyser des forces démocratiques en Europe et à stimuler le débat public sur le contenu politique du « projet européen ».

L'UEF fut fondée par des mouvements issus de la résistance au fascisme, notamment sous la direction de Altiero Spinelli en Italie et Henri Frenay en France. Créée à Paris en 1946, elle a participé à l'organisation du Congrès de La Haye, et à la création du Mouvement européen dont la vocation était de rassembler les associations « pro-européennes ».

La Commission « Questions institutionnelles et sociales »

Cette note est une publication issue de travaux menés dans le cadre de la Commission politique « Questions institutionnelles et sociales ». Au sein de l'UEF-France, les commissions, ouvertes à la participation de tous les adhérents, ainsi que des sympathisants ou à des membres d'associations partenaires, contribuent à l'étude des enjeux dont se préoccupent les fédéralistes européens. Elles organisent, en liaison avec le bureau exécutif ou les sections locales, des activités et des événements sur la base de leurs travaux.

www.uef.fr

Twitter : @UEF_France

Facebook : www.facebook.com/UEF.France/



**Union of European Federalists
Union des Fédéralistes Européens
Union der Europäischen Föderalisten**